

Résumé

L'objet du présent rapport est d'appuyer les membres du parlement provincial dans leur débat sur le budget de l'Ontario 2025¹. Ce rapport fournit un aperçu et une analyse du budget de l'Ontario 2025, et présente notamment les perspectives pour l'économie de la province, le solde budgétaire, le fardeau de la dette, les revenus et les dépenses.

Les perspectives économiques de la province se sont détériorées

- Les perspectives économiques que le gouvernement a présentées dans le budget de l'Ontario 2025 sont plus faibles que celles présentées dans le document Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024 (EEA), principalement en raison de l'incidence des tarifs douaniers américains et de l'augmentation de l'incertitude géopolitique.
- Le PIB réel de l'Ontario, l'indice le plus général mesurant l'activité économique, devrait augmenter en moyenne de 1,2 % par année de 2025 à 2027, soit 0,9 point de pourcentage de moins que prévu dans l'EEA 2024.
- Les perspectives de croissance du PIB réel dans le budget de 2025 concordent de manière générale avec le « scénario tarifaire » des perspectives présentées par le BRF², soit une croissance annuelle moyenne de 1,4 % et de 1,3 % respectivement au cours de la période allant de 2025 à 2028. Cependant, les deux perspectives économiques font état d'une importante incertitude liée aux droits de douane.

L'Ontario repousse à 2027-2028 le retour à l'équilibre budgétaire

- Après un déficit budgétaire de 0,6 milliard de dollars en 2023-2024, on prévoit une détérioration du budget comportant un déficit de 14,6 milliards de dollars en 2025-2026, avant de retrouver l'équilibre en 2027-2028, soit un an plus tard que prévu dans l'EEA 2024.
- La trajectoire du retour à l'équilibre budgétaire en 2027-2028 présentée dans le budget 2025 repose sur une croissance des revenus s'établissant en moyenne à 4,0 % en 2026-2027 et en 2027-2028, grâce à une croissance des revenus fiscaux plus élevée que celle observée historiquement compte tenu de la projection économique établie dans le budget. Durant la même période, la croissance des dépenses ralentira pour atteindre un taux moyen de 0,7 %, soit bien moins que l'augmentation prévue de la population et de l'inflation.
- Le budget de 2025 prévoit que la dette nette augmentera pour atteindre 93,8 milliards de dollars au cours de la période visée par les perspectives, laquelle s'élèvera à 501,7 milliards de dollars en 2027-2028. Les déficits budgétaires accumulés représentent 30 % de la dette nette supplémentaire et 70 % de cette dette sont dus à une augmentation des actifs non financiers, principalement les immobilisations appartenant à la province et au secteur parapublic (hôpitaux, collèges, conseils scolaires et sociétés d'aide à l'enfance).
- D'ici 2026-2027, les trois indicateurs de viabilité financière du gouvernement utilisés dans le budget de 2025 se seront détériorés relativement à l'EEA 2024. Deux de ces indicateurs (le ratio dette nette-PIB et le ratio de l'intérêt sur la dette-revenus de fonctionnement) devraient empirer, mais demeurer sous les cibles établies par le gouvernement. En revanche, on prévoit que le ratio dette nette-revenus de fonctionnement dépassera la cible du gouvernement à compter de 2025-2026.

¹ La motion gouvernementale n° 2, « Que cette Assemblée approuve en général la politique budgétaire du gouvernement », a été proposée le 15 mai 2025.

² Consulter le rapport [Répercussions potentielles des droits de douane américains sur l'économie de l'Ontario](#) du BRF.



Évolution des revenus et des dépenses depuis l'EEA

- Comparativement à l'EEA, les revenus sont plus faibles de 1,0 milliard de dollars au cours de la période allant de 2024-2025 à 2026-2027. Cela est la conséquence d'une baisse des revenus fiscaux en raison d'une croissance économique faible, de la suppression de l'augmentation prévue du taux d'inclusion des gains en capital au niveau fédéral et de mesures telles que la réduction définitive de la taxe sur l'essence. La baisse des revenus est compensée en grande partie par des revenus non fiscaux temporairement supérieurs et l'augmentation des cotisations pour les déclarations fiscales des années précédentes.
- Comparativement à l'EEA, les dépenses prévues ont augmenté de 20,6 milliards de dollars sur la période 2024-2025 à 2026-2027. Cela inclut 10,0 milliards de dollars de nouvelles dépenses dans le secteur de la santé, 4,5 milliards de dollars dans le secteur de l'éducation, 2,5 milliards de dollars dans le secteur de l'éducation postsecondaire, 2,9 milliards de dollars dans le secteur de la justice, 1,3 milliard de dollars dans le secteur des services à l'enfance et des services sociaux et communautaires et enfin 0,9 milliard de dollars d'augmentation des dépenses d'intérêt sur la dette, partiellement compensée par une baisse des dépenses de 1,4 milliard de dollars dans le secteur des « autres programmes ».

Perspectives économiques

Les perspectives économiques de la province se sont détériorées

Les perspectives économiques que le gouvernement a présentées dans le budget de l'Ontario 2025 sont plus faibles que celles présentées dans le document Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024 (EEA), principalement en raison de l'incidence des tarifs douaniers américains et de l'augmentation de l'incertitude géopolitique. Le tableau 1 présente les perspectives moyennes du gouvernement pour la période 2025 à 2027 pour des indicateurs économiques clés présents dans le budget de 2025 et l'EEA 2024.

Tableau 1

Comparaison des perspectives du gouvernement pour les indicateurs économiques clés de l'Ontario dans le budget de l'Ontario 2025 et l'Énoncé économique de l'automne de l'Ontario 2024

	Moyenne de l'EEA 2024 (2025-2027)	Moyenne du budget de 2025 (2025-2027)	Variation
Croissance du PIB réel (en pourcentage)	2,1	1,2	- 0,9
Croissance du PIB nominal (en pourcentage)	4,2	3,4	- 0,9
Croissance des revenus du travail* (en pourcentage)	4,4	3,5	- 0,9
Croissance des bénéfices des entreprises** (en pourcentage)	4,9	3,5	- 1,3
Croissance de la consommation nominale des ménages (en pourcentage)	4,3	3,4	- 0,9
Inflation de l'IPC (en pourcentage)	2,0	2,1	0,1
Taux de chômage (en pourcentage)	6,4	7,2	0,8
Nombre annuel de mises en chantier de logements (en milliers)	91,7	76,4	- 15,3

* Rémunération des employés dans le budget de l'Ontario 2025 et les Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024.

** Excédent net d'exploitation des sociétés indiqué dans le budget de l'Ontario 2025 et les Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024.

Remarque : Les totaux peuvent ne pas correspondre à la somme des chiffres, qui ont été arrondis.

Sources : Budget de l'Ontario 2025, Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024 et BRF.

- Le **PIB réel** de l'Ontario, l'indice le plus général mesurant l'activité économique, devrait augmenter en moyenne de 1,2 % par année de 2025 à 2027, soit 0,9 point de pourcentage de moins que prévu dans l'EEA 2024.
- La croissance du **PIB nominal**, l'indice le plus général mesurant l'assiette fiscale de l'Ontario, devrait atteindre en moyenne 3,4 % par an, soit 0,9 point de pourcentage de moins que les perspectives du gouvernement dans l'EEA de 2024. Le budget de 2025 prévoit des baisses similaires pour les revenus du travail, les bénéfices des entreprises et la consommation nominale des ménages, qui sont tous des composantes du PIB nominal et des facteurs clés dans les revenus fiscaux.
- **L'inflation de l'IPC** devrait être plus élevée de 0,1 point de pourcentage en moyenne de 2025 à 2027, par rapport aux perspectives de l'EEA 2024, car les droits de douane américains et des droits de représailles du Canada augmentent le prix des biens importés.

- Le **taux de chômage** devrait être supérieur de 0,8 point de pourcentage en moyenne au cours de la période visée par les perspectives par rapport à l'EEA 2024, les tensions commerciales et l'affaiblissement de l'activité économique ralentissant le rythme des embauches.
- Le **nombre annuel de mises en chantier de logements** devrait être inférieur de 15 300 unités par an par rapport aux perspectives de l'EEA 2024. Le nombre moyen de mises en chantier de logements de 76 400 par an prévu dans le budget de 2025 est bien inférieur aux 150 000 mises en chantier annuelles qui étaient initialement nécessaires pour atteindre l'objectif du gouvernement de construire 1,5 million de logements d'ici 2031.

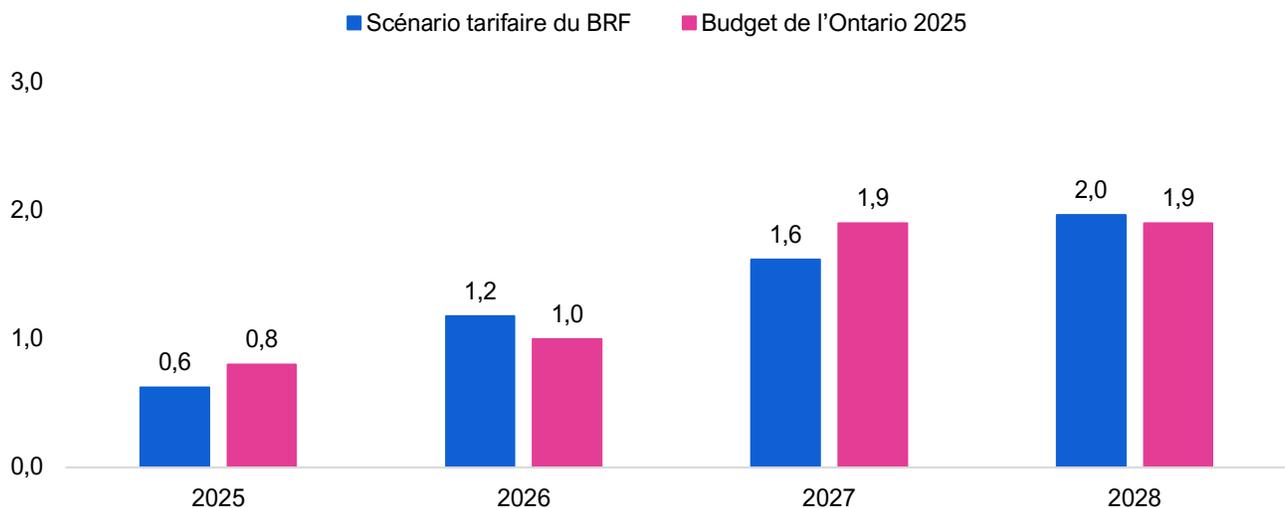
Les perspectives économiques du gouvernement sont soumises à une grande incertitude

Les perspectives du PIB réel dont fait état le gouvernement dans le budget de 2025 concordent de manière générale avec le « scénario tarifaire » des perspectives économiques présentées par le BRF³, soit une croissance annuelle moyenne de 1,4 % et de 1,3 % respectivement au cours de la période allant de 2025 à 2028. Cependant, aussi bien les perspectives du gouvernement que celles du BRF sont soumises à une grande incertitude et dépendront de l'ampleur, de l'étendue et de la durée des droits de douane, ainsi que de la manière dont les entreprises, les ménages et les économies réagiront.

Figure 1

Les perspectives du PIB réel dont fait état le gouvernement concordent de manière générale avec le « scénario tarifaire » du BRF

Croissance du PIB réel (en pourcentage)



Remarque : Le scénario tarifaire du BRF est fondé sur les mesures commerciales annoncées par les États-Unis et le Canada le 17 avril 2025. Pour en savoir plus, consulter le rapport [Répercussions potentielles des droits de douane américains sur l'économie de l'Ontario](#) du BRF. Sources : Budget de l'Ontario 2025 et BRF.

³ Consulter le rapport [Répercussions potentielles des droits de douane américains sur l'économie de l'Ontario](#) du BRF.

Perspectives pour le budget et la dette

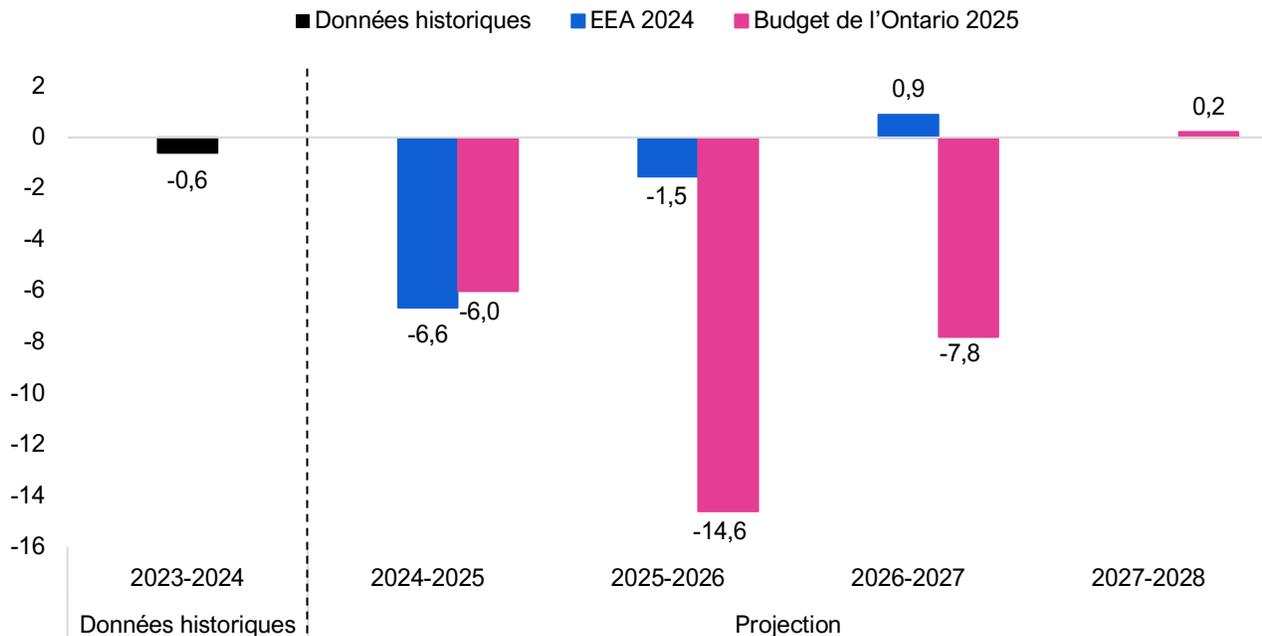
L'Ontario repousse à 2027-2028 le retour à l'équilibre budgétaire

Après un déficit budgétaire de 0,6 milliard de dollars en 2023-2024, le budget de l'Ontario 2025 prévoit un déficit de 6,0 milliards de dollars en 2024-25, qui se creusera encore pour atteindre un déficit de 14,6 milliards de dollars en 2025-2026. À l'inverse, dans l'EEA 2024 le déficit devait être de 1,5 milliard de dollars en 2025-2026. L'aggravation du déficit budgétaire 2025-2026, par rapport aux perspectives présentées dans l'EEA, est la conséquence d'une baisse de 2,8 milliards de dollars des revenus, d'une augmentation de 9,8 milliards de dollars des dépenses et d'une hausse de 0,5 milliard de dollars de la réserve.

Au cours des deux années suivantes visées par les perspectives budgétaires, la croissance des revenus devrait être supérieure à la croissance des dépenses, et le gouvernement prévoit que le déficit se réduira rapidement pour atteindre 7,8 milliards de dollars en 2026-2027, puis arrivera à l'équilibre budgétaire en 2027-2028, soit un an plus tard que prévu dans l'EEA 2024. La trajectoire du gouvernement vers un budget équilibré repose sur une croissance annuelle moyenne des recettes de 4,0 % au cours de ces deux années, tandis que la croissance des dépenses s'élève en moyenne à 0,7 % par an - voir la section Perspectives de revenus et de dépenses pour plus de détails.

Figure 2
Le gouvernement prévoit l'équilibre budgétaire en 2027-2028

Solde budgétaire (en milliards de dollars)



Sources : Budget de l'Ontario 2025 et Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024.

Dettes nette de l'Ontario et indicateurs de viabilité financière

Le budget de l'Ontario 2025 prévoit que la dette nette de la province passera de 408,0 milliards de dollars en 2023-2024 à 501,7 milliards de dollars en 2027-2028, soit une augmentation de 93,8 milliards de dollars. Cette augmentation est due aux 28,2 milliards de dollars (30 %) de déficits budgétaires accumulés au cours de la période et à l'augmentation de 65,6 milliards de dollars (70 %) des actifs non financiers, principalement les immobilisations appartenant à la province et au secteur parapublic (hôpitaux, collèges, conseils scolaires et sociétés d'aide à l'enfance).

La *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières*⁴ prévoit que chaque budget de l'Ontario comporte une stratégie de réduction du fardeau de la dette décrivant des objectifs spécifiques pour le ratio dette nette-PIB projeté, ainsi qu'un rapport d'étape sur les mesures de soutien et la mise en œuvre de la stratégie de réduction du fardeau de la dette depuis le dernier budget.

Dans le budget de 2025, la stratégie de réduction du fardeau de la dette du gouvernement comportait trois objectifs spécifiques, qui restent inchangés par rapport aux budgets de 2023 et de 2024 :

- le ratio dette nette-PIB doit rester inférieur à 40 %;
- le ratio dette nette-revenus de fonctionnement doit rester inférieur à 200 %;
- le ratio intérêt sur la dette-revenus de fonctionnement doit rester inférieur à 7,5 %.

Dans le budget 2025, le ratio dette nette-PIB et le ratio de l'intérêt sur la dette-revenus de fonctionnement devraient se détériorer, mais demeurer sous les cibles établies par le gouvernement. En revanche, le ratio dette nette-revenus de fonctionnement dépassera la cible du gouvernement à compter de 2025-2026. De même, d'ici 2026-2027, les trois indicateurs de viabilité financière du gouvernement se seront détériorés par rapport à l'EEA 2024.

Tableau 2

Le budget de 2025 prévoit une détérioration de tous les indicateurs de viabilité financière pour les trois prochaines années

Indicateur	Cible du gouvernement (en pourcentage)	Chiffres réels de 2023-2024 (en pourcentage)	Prévisions pour 2027-2028 (en pourcentage)	Variation (pp)
Dettes nette-PIB	< 40,0	36,4	38,6	2,2
Dettes nette-revenus de fonctionnement	< 200,0	198,1	212,4	14,3
Intérêt net-revenus de fonctionnement	< 7,5	5,5	6,8	1,3

Sources : Budget de l'Ontario 2025, Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024 et BRF.

⁴ *Loi de 2019 sur la viabilité, la transparence et la responsabilité financières.*

Perspectives de revenus et de dépenses

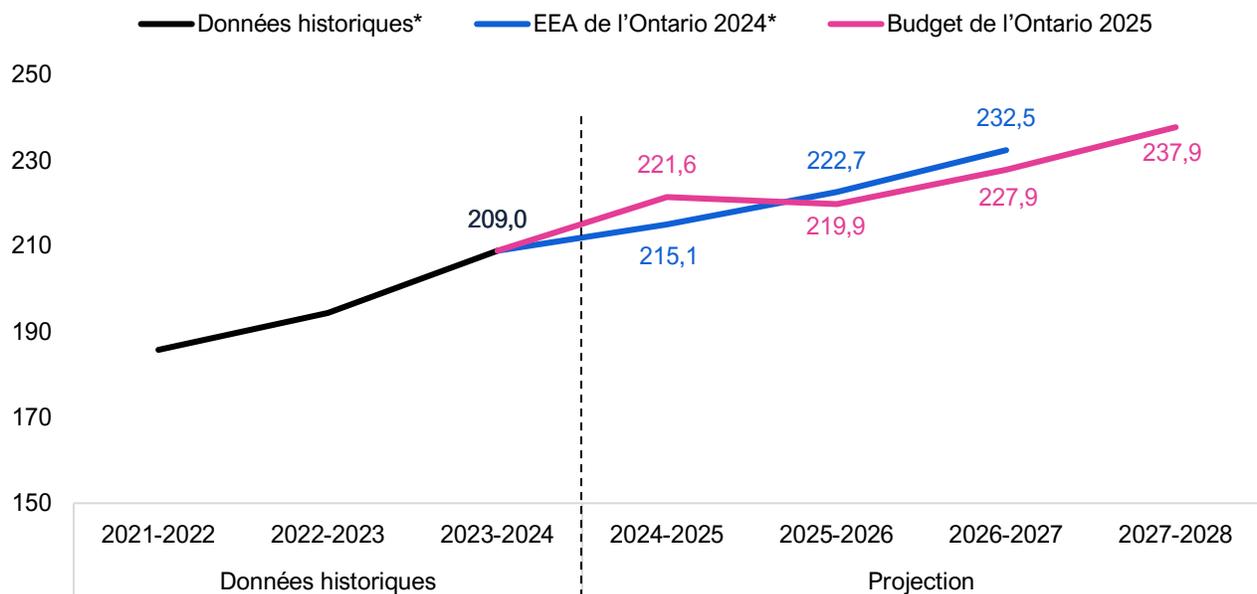
Perspectives de revenus

Le budget de l'Ontario 2025 prévoit des revenus totaux de 221,6 milliards de dollars en 2024-2025; qui chuteront pour passer à 219,9 milliards de dollars en 2025-2026, puis augmenteront pour passer à 237,9 milliards de dollars en 2027-2028. Comparativement à l'EEA 2024, les revenus devraient être plus faibles de 1,0 milliard de dollars au cours de la période allant de 2024-2025 à 2026-2027. La différence résulte d'une augmentation des revenus de 6,5 milliards de dollars en 2024-2025, compensée par une diminution des revenus de 7,5 milliards de dollars en 2025-2026 et 2026-2027.

Figure 3

Projections de revenus du budget de l'Ontario 2025 et de l'Énoncé économique de l'automne de l'Ontario 2024

Revenus totaux (en milliards de dollars)



* Les revenus historiques et de l'EEA 2024 sont rajustés pour inclure l'intérêt et les revenus d'investissements et ainsi concorder avec la modification comptable neutre sur le plan fiscal qui a été introduite dans le budget de l'Ontario 2025.

Sources : Budget de l'Ontario 2025, Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024, Comptes publics de l'Ontario et BRF.

Le budget de 2025 prévoit une hausse des revenus de 6,5 milliards de dollars en 2024-2025 par rapport à l'EEA pour les raisons suivantes :

- 2,4 milliards de dollars d'augmentation des droits, dons et revenus tiers, en grande partie en raison de revenus plus élevés que prévu provenant des collèges et des conseils scolaires;
- 1,9 milliard de dollars d'augmentation des revenus non fiscaux divers, principalement en raison d'un règlement approuvé par les tribunaux entre les sociétés de tabac et leurs créanciers, qui comprend une indemnisation des gouvernements provinciaux et territoriaux pour les coûts des soins de santé liés au tabagisme;

- 1,2 milliard de dollars d'augmentation des revenus fiscaux, composée de revenus plus élevés provenant du traitement des déclarations fiscales des années précédentes et d'une meilleure performance économique, compensée par des revenus plus faibles provenant de l'exonération temporaire de la taxe sur les ventes et de la suppression de l'augmentation prévue du taux d'inclusion des gains en capital au niveau fédéral;
- 0,7 milliard de dollars d'augmentation du revenu des sociétés d'État, reflétant principalement un ajustement important de la consolidation des fonds nucléaires pour Ontario Power Generation;
- 0,2 milliard de dollars d'augmentation des revenus non fiscaux et des transferts fédéraux.

À l'inverse, le budget de 2025 prévoit une baisse combinée des revenus de 7,5 milliards de dollars en 2025-2026 et en 2026-2027 par rapport à l'EEA pour les raisons suivantes :

- 4,3 milliards de dollars de baisse des revenus tirés de l'impôt sur le revenu, de la taxe sur les ventes et de l'impôt sur les sociétés en raison d'une activité économique plus faible que prévue, de la suppression de l'augmentation prévue du taux d'inclusion des gains en capital au niveau fédéral et de l'extension du crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario;
- 2,2 milliards de dollars de revenus en moins pour les taxes sur l'essence et les carburants, à la suite de la réduction permanente de ces taxes;
- 1,3 milliard de dollars de baisse des autres impôts en raison de la faiblesse du marché immobilier et de l'activité économique;
- 1,7 milliard de dollars de baisse des revenus des sociétés d'État en raison d'un ajustement comptable d'Ontario Power Generation (OPG), une baisse du revenu net de la LCBO reflétant des changements dans la tarification de la LCBO et une baisse du revenu net de la Société des loteries et des jeux de l'Ontario;
- 1,8 milliard de dollars d'augmentation des transferts du gouvernement fédéral;
- 0,2 milliard de dollars d'augmentation des autres revenus non fiscaux.

La projection relative aux revenus dans le budget repose sur une forte croissance des revenus fiscaux en 2026 et 2027

La projection des revenus du budget 2025 repose sur une croissance des revenus passant d'une moyenne de 2,6 % par an au cours des deux premières années de la projection (2024-2025 et 2025-2026) à 4,0 % par an au cours des deux dernières années (2026-2027 et 2027-2028).

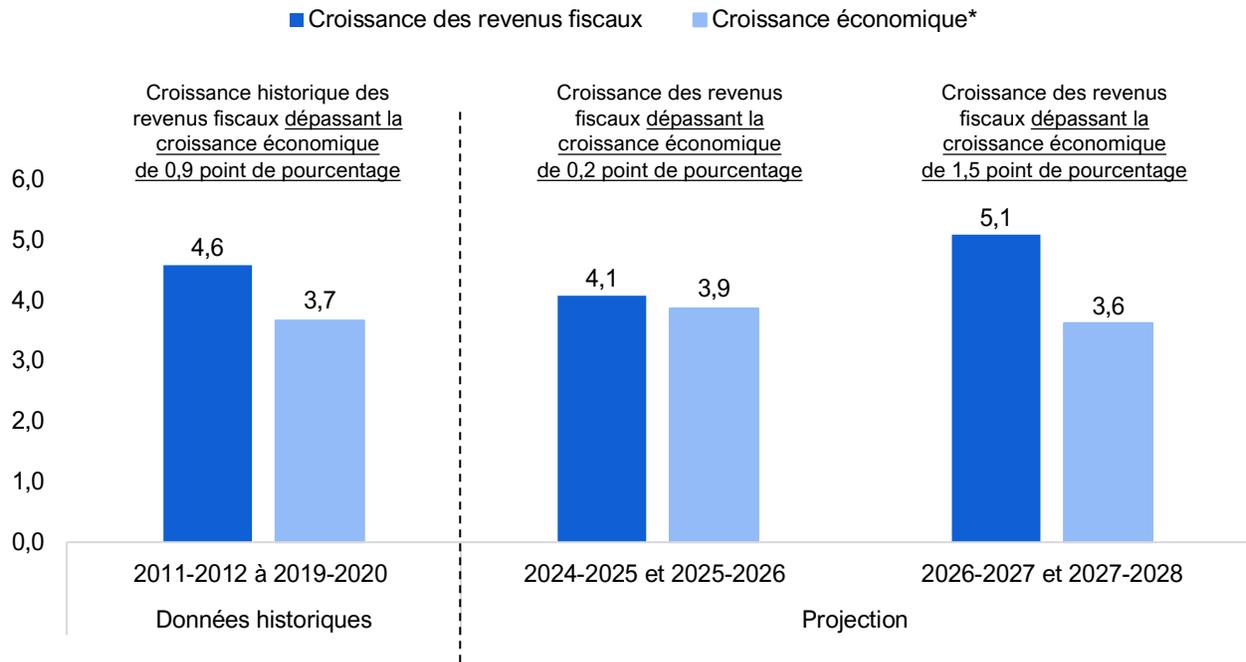
La hausse de la croissance des revenus totaux au cours des deux dernières années (2026-2027 et 2027-2028) est principalement due à une croissance des revenus fiscaux de 5,1 % par an, soit 1,5 point de pourcentage de plus que la croissance prévue du PIB nominal, l'indicateur le plus large de l'assiette fiscale. Le rythme de génération des revenus fiscaux par rapport à l'activité économique sous-jacente au cours des deux dernières années de la projection budgétaire est plus élevé que ce qui a été observé historiquement (en moyenne 0,9 point de pourcentage de plus que la croissance économique), et bien supérieur aux deux premières années de la projection budgétaire (0,2 point de pourcentage de plus)⁵. Si les revenus fiscaux devaient augmenter comme par le passé, les prévisions de revenus du budget 2025 seraient moins élevées.

⁵ En 2024-2025 et 2025-2026, la croissance relative plus faible des revenus fiscaux par rapport à la croissance économique projetée reflète des revenus temporairement plus élevés provenant de cotisations fiscales d'années antérieures, des hypothèses plus prudentes sur la relation entre l'activité économique et la génération de revenus fiscaux ainsi que des changements fiscaux, tels que l'expansion du crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario.

Figure 4

Le budget de l'Ontario 2025 prévoit une forte croissance des revenus fiscaux en 2026-2027 et en 2027-2028 comparativement à la croissance économique

Croissance annuelle moyenne (en pourcentage)



* La croissance économique est mesurée au moyen du PIB nominal et est calculée sur la base des exercices.
Sources : Budget de l'Ontario 2025, Comptes publics de l'Ontario, Comptes économiques de l'Ontario et BRF.

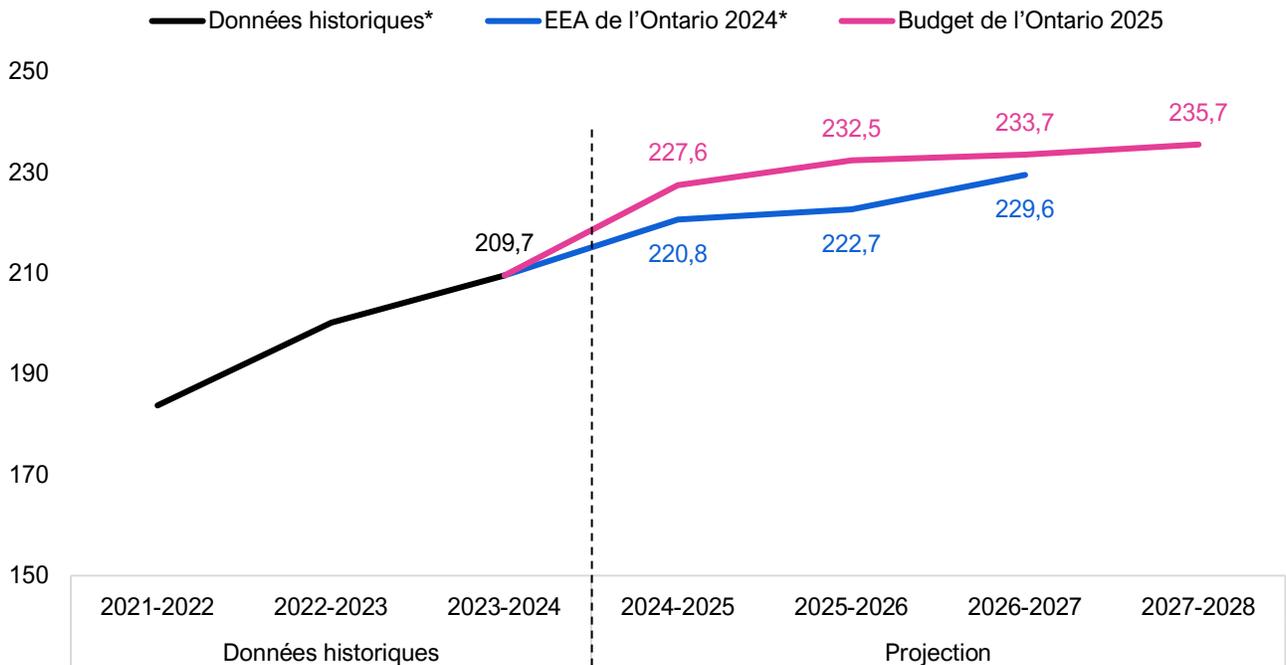
Perspectives de dépenses

Le budget de l'Ontario 2025 prévoit des dépenses totales de 227,6 milliards de dollars en 2024-2025; qui augmenteront pour passer à 232,5 milliards de dollars en 2025-2026, puis atteindront 235,7 milliards de dollars en 2027-2028. Comparativement à l'EEA 2024, les prévisions de dépenses du gouvernement ont augmenté de 20,6 milliards de dollars au total de 2024-2025 à 2026-2027. Cela inclut 6,8 milliards de dollars en 2024-2025, 9,8 milliards de dollars en 2025-2026 et 4,0 milliards de dollars en 2026-2027.

Figure 5

Projections de dépenses du budget de l'Ontario 2025 et de l'Énoncé économique de l'automne de l'Ontario 2024

Dépenses totales (en milliards de dollars)



* Les dépenses historiques et de l'EEA de 2024 sont rajustées pour exclure l'intérêt et les revenus d'investissements et ainsi concorder avec la modification comptable neutre sur le plan fiscal qui a été introduite dans le budget de l'Ontario 2025.

Sources : Budget de l'Ontario 2025, Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024, Comptes publics de l'Ontario et BRF.

Les 20,6 milliards de dollars de nouvelles dépenses dans le budget de 2025 pour la période 2024-2025 à 2026-2027 incluent :

- 10,0 milliards de dollars de nouvelles dépenses dans le secteur de la santé, en raison d'une hausse des rémunérations des médecins, des investissements dans les soins primaires et d'une augmentation prévue du recours aux services de santé;
- 4,5 milliards de dollars de nouvelles dépenses dans le secteur de l'éducation, liées principalement aux conventions collectives et à la révision des prévisions concernant les effectifs étudiants;
- 2,5 milliards de dollars de nouvelles dépenses dans le secteur de l'éducation postsecondaire, qui incluent 2,0 milliards de dollars de nouvelles dépenses en 2024-2025, dues principalement à un niveau plus élevé que prévu des dépenses des collèges financées par des revenus tiers, ainsi qu'en raison de dépenses plus élevées que prévu pour l'aide financière aux étudiants;

- 1,3 milliard de dollars de nouvelles dépenses dans le secteur des services à l'enfance et des services sociaux et communautaires, en grande partie dues à une hausse des dépenses pour le programme Ontario au travail et le Programme ontarien des services en matière d'autisme;
- 2,9 milliards de dollars de nouvelles dépenses dans le secteur de la justice, en partie dues à une augmentation des dépenses en faveur de la Police provinciale de l'Ontario et des établissements correctionnels, et à une dépense ponctuelle de 0,6 milliard de dollars en 2024-2025 pour un règlement juridique;
- - 1,4 milliard de dollars de baisse des dépenses pour le secteur des « autres programmes », en raison d'une baisse des montants destinés au fonds de prévoyance; partiellement contrebalancée par de nouvelles dépenses qui incluent 0,9 milliard de dollars pour une dépense ponctuelle en 2024-2025 en faveur d'un règlement portant sur la terre et d'autres réclamations de la part des communautés autochtones, 1,0 milliard de dollars pour le Fonds pour le développement des compétences, 0,4 milliard de dollars pour améliorer le crédit d'impôt pour l'investissement dans la fabrication en Ontario et 0,4 milliard de dollars pour le Programme pour l'infrastructure municipale et le logement et le Fonds pour les réseaux d'eau visant la construction de logements;
- 0,9 milliard de dollars d'augmentation des dépenses d'intérêt sur la dette, reflétant les critères d'emprunt supplémentaires requis pour financer des déficits plus élevés et la hausse des dépenses d'infrastructure.

Le budget de l'Ontario 2025 a également annoncé un certain nombre de mesures importantes qui ne devraient pas avoir d'impact significatif sur l'équilibre budgétaire de la province, notamment le compte Protéger l'Ontario de 5 milliards de dollars, 2 milliards de dollars de remises supplémentaires aux employeurs par l'intermédiaire de la Commission de la sécurité professionnelle et de l'assurance contre les accidents du travail (WSIB), l'augmentation de 3 milliards de dollars pour le Programme de financement pour les initiatives autochtones et un report de six mois d'un montant estimé à 9 milliards de dollars d'impôts administrés par la province pour les entreprises en 2025-2026.

Les perspectives de dépenses du budget appellent à un ralentissement de la croissance en 2026 et en 2027

De 2023-2024 à 2027-2028, le budget de l'Ontario 2025 prévoit que les dépenses augmenteront à un taux annuel moyen de 3,0 %, ce qui constituerait la plus faible croissance des dépenses sur une période de quatre ans depuis la période allant de 2012-2013 à 2016-2017. En outre, la croissance des dépenses devrait être concentrée en 2024-2025 et en 2025-2026, qui connaîtra une croissance annuelle moyenne de 5,3 %, avant de ralentir à un taux annuel moyen de 0,7 % en 2026-2027 et en 2027-2028.

La croissance des dépenses prévue de 3,0 % dans le budget de 2025 est inférieure aux 3,3 % de croissance estimée pour l'inflation et la population⁶, laquelle est un grand déterminant de coûts pour les dépenses du gouvernement, et pourrait entraîner une réduction globale des dépenses réelles par habitant. De plus, secteur par secteur, la croissance des dépenses de programmes prévue par le gouvernement ne suivrait pas le rythme des déterminants de coûts sauf dans les secteurs de l'éducation et des « autres programmes ».

- Les dépenses du secteur de la **santé** devraient augmenter selon un taux annuel moyen de 2,4 % de 2023-2024 à 2027-2028. Cette croissance est inférieure au taux de croissance de 4,1 % prévu pour les déterminants de coûts des soins de santé que sont la croissance de la population, le vieillissement et l'inflation.
- Les dépenses du secteur de l'**éducation** devraient augmenter selon un taux annuel moyen de 2,7 %. Ce taux est supérieur au taux de croissance prévu de 2,4 % pour les déterminants de coûts du secteur de l'éducation que sont l'inflation et la population en âge de fréquenter les écoles et les services de garde d'enfants.

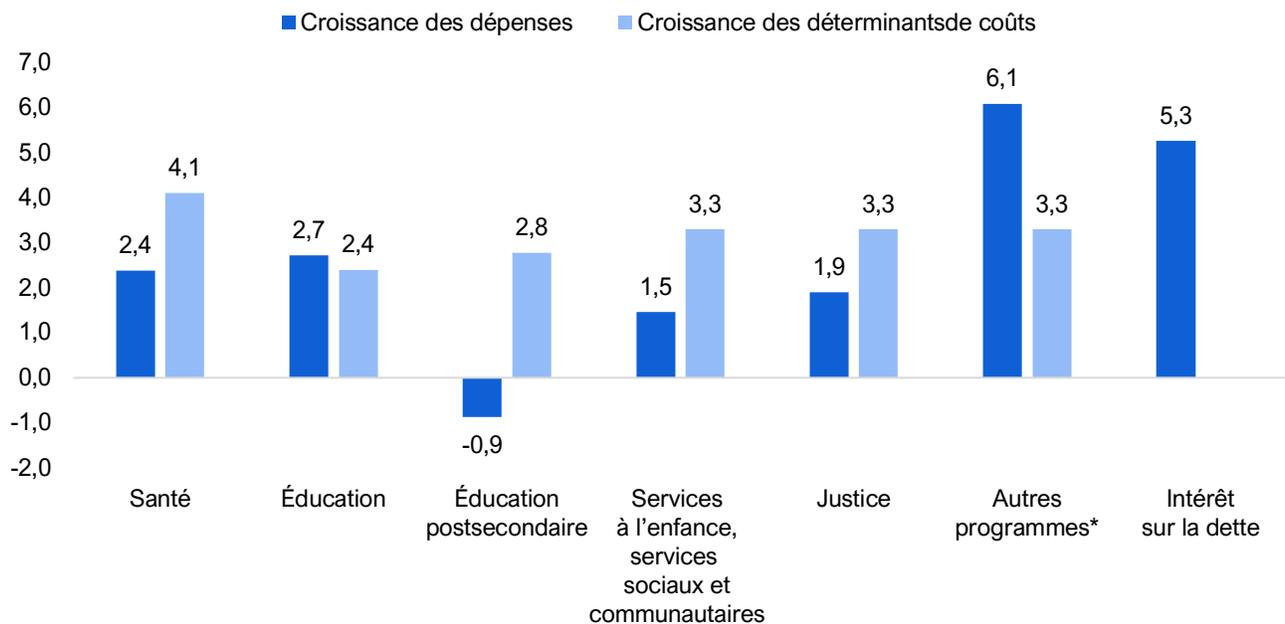
⁶ Projections relatives à l'inflation dans le budget de l'Ontario 2025 et à la population selon la [Mise à jour intérimaire des projections démographiques du ministère des Finances de mai 2025](#).

- Les dépenses du secteur de l'**éducation postsecondaire** devraient diminuer selon un taux annuel moyen de - 0,9 %. Ce taux est inférieur au taux de croissance prévu de 2,8 % pour les déterminants de coûts du secteur de l'éducation postsecondaire que sont l'inflation et les prévisions d'effectifs⁷ dans les programmes d'éducation postsecondaire.
- Les dépenses du secteur des **services à l'enfance et des services sociaux et communautaires** devraient augmenter selon un taux annuel moyen de 1,5 %. Ce taux est inférieur au taux de croissance prévu de 3,3 % pour les déterminants de coûts des services à l'enfance et des services sociaux et communautaires que sont l'inflation et la croissance de la population.
- Les dépenses du secteur de la **justice** devraient augmenter selon un taux annuel moyen de 1,9 %. Ce taux est inférieur au taux de croissance de 3,3 % prévu pour les déterminants de coûts du secteur de la justice que sont l'inflation et la croissance de la population.
- Les dépenses du secteur des « **autres programmes** », y compris le fonds de prévoyance, devraient augmenter selon un taux annuel moyen de 6,1 %. Ce taux est supérieur au taux de croissance de 3,3 % prévu pour les déterminants de coûts du secteur des « autres programmes » que sont l'inflation et la croissance de la population.
- Les dépenses de l'**intérêt sur la dette** devraient augmenter selon un taux annuel moyen de 5,3 % de 2023-2024 à 2027-2028, ce qui est supérieur au taux de croissance annuel moyen de 1,8 % observé de 2019-2020 à 2023-2024.

Figure 6

Croissance des dépenses prévue dans le budget de l'Ontario 2025 comparativement aux déterminants de coûts par secteur (2023-2024 à 2027-2028)

Croissance annuelle moyenne (en pourcentage)



*Le taux de croissance des dépenses des « autres programmes » inclut le fonds de prévoyance. Les dépenses du régime de retraite des enseignantes et des enseignants de l'Ontario sont incluses dans les chiffres du secteur de l'éducation.

Sources : Budget de l'Ontario 2025 et BRF.

⁷ Estimation du BRF fondée sur les [Projections démographiques pour l'Ontario, Mise à jour intérimaire de mai 2025](#) du ministère des Finances.

Dépenses en infrastructures

Le budget de l'Ontario 2025 prévoit des dépenses totales d'infrastructure pour les 10 prochaines années de 223,1 milliards de dollars. Par rapport à l'EEA 2024, les prévisions du gouvernement pour les dépenses d'infrastructure sur 10 ans ont augmenté de 9,2 milliards de dollars.

Tableau 3

Projections de dépenses en infrastructures sur 10 ans du budget de l'Ontario 2025 et de l'Énoncé économique de l'automne de l'Ontario 2024 (en milliards de dollars)

	EEA 2024	Budget de 2025	Différence
Transport en commun	68,2	60,7	- 7,5
Routes provinciales	27,8	29,9	2,0
Hôpitaux	48,6	54,1	5,6
Éducation	23,1	30,1	7,0
Autre*	46,2	48,4	2,1
Total	213,9	223,1	9,2

* Le secteur « Autre » inclut les autres services de transport, les autres services de santé, l'éducation postsecondaire, les services sociaux, la justice et les « autres secteurs ».

Remarque : Inclut les autres financements partenaires. La période de 10 ans dans la projection de l'EEA 2024 porte sur les années 2024-2025 à 2033-2034 et la période de 10 ans prise en compte dans la projection du budget de 2025 porte sur les années 2025-2026 à 2034-2035. Sources : Budget de l'Ontario 2025, Perspectives économiques et revue financière de l'Ontario 2024 et BRF.

Par secteur, on prévoit que les dépenses consacrées à l'infrastructure de transport en commun sur 10 ans diminueront de 7,5 milliards de dollars au total. Les prévisions de dépenses pour tous les autres secteurs présentent des augmentations; l'éducation présentant la plus forte hausse avec 7,0 milliards de dollars, suivie des hôpitaux avec 5,6 milliards de dollars de hausse, « autres » avec 2,1 milliards de dollars et les routes provinciales avec une hausse de 2,0 milliards de dollars.

À propos du présent document

Établi en vertu de la *Loi de 2013 sur le directeur de la responsabilité financière*, le Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario (BRF) a pour mandat de fournir une analyse indépendante de la situation financière de la province, des tendances de l'économie provinciale et de toute autre question d'intérêt pour l'Assemblée législative de l'Ontario.

Préparé par :

[Edward Crumme](#) (directeur de l'analyse économique et budgétaire), [Matt Gurnham](#) (directeur de l'analyse financière), [Zohra Jamasi](#) (économiste principale, économie et analyse fiscale), [Jay Park](#) (économiste principal, économie et analyse budgétaire), [Nicolas Rhodes](#) (économiste principal, économie et analyse budgétaire), [Matthew Stephenson](#) (chef principal de l'analyse financière) et [Yefei Zhang](#) (économiste), sous la direction de [Paul Lewis](#) (chef économiste et directeur adjoint du bureau de la responsabilité financière) et [Luan Ngo](#) (analyste financier en chef).

Le présent rapport se fonde sur des données publiques et des renseignements fournis par le ministère des Finances et le Secrétariat du Conseil du Trésor.

Conformément au mandat du BRF visant à fournir à l'Assemblée législative de l'Ontario une analyse économique et financière indépendante, ce rapport ne fait aucune recommandation.



BRF

Bureau de la responsabilité
financière de l'Ontario



Bureau de la responsabilité financière de l'Ontario

2, rue Bloor Ouest, bureau 900, Toronto (Ontario) M4W 3E2 | fao-on.org | info@fao-on.org | 416-644-0702

Ce document est également disponible en format accessible et peut être téléchargé au format PDF depuis notre site Web.

ISBN 978-1-4868-9075-0

© Imprimeur du Roi pour l'Ontario, 2025